



Politique étrangère

Élections présidentielles américaines. Comment se distinguent les candidats sur les principaux enjeux de politique étrangère ?

Daniel BRISSON

Étudiant à la maîtrise en science politique et
auxiliaire de recherche à la Chaire d'études
politiques et économiques américaines,
Université de Montréal

Alexandre CARETTE

Étudiant à la maîtrise en science politique et
adjoint au directeur du Groupe d'étude et de
recherche sur la sécurité internationale,
Université de Montréal

Pasquale SALVAGGIO

Étudiant au doctorat en science politique et
adjoint au directeur de la Chaire d'études
politiques et économiques américaines,
Université de Montréal

Comme l'ont démontré les débats télévisés entre les candidats à la présidence américaine, les principaux enjeux de cette campagne sont la politique étrangère et, plus particulièrement, la guerre en Irak et la guerre au terrorisme. Bien que ces deux enjeux monopolisent une large part du débat médiatique et politique, il n'en demeure pas moins qu'en matière de politique étrangère de nombreux autres dossiers méritent l'attention. Parmi ces enjeux, le conflit israélo-palestinien, la prolifération nucléaire, le commerce international, l'environnement et la restructuration des forces armées.

U.S. Presidential Elections: What Are the Differences Between the Two Candidates on Foreign Policy Issues?

This note provides a brief overview, in simple point form, of the key differences and commonalities between the two candidates in this year's presidential election on the ten arguably most important foreign policy issues facing the United States. In each case, a brief presentation of the issue is followed by a brief point-form presentation of the candidates' positions and a list of Web links to inquire further.

Cette note trace un bref tableau des distinctions entre les positions des deux principaux candidats à la présidence à l'élection de novembre 2004 sur dix enjeux parmi les plus importants auxquels font face les États-Unis. Dans chaque cas, l'enjeu est présenté brièvement, les positions des candidats sont comparées et des sites Web sont proposés pour aider le lecteur à poursuivre ses recherches.

L'objectif de cette note est de faire le point sur dix des principaux enjeux électoraux de politique étrangère. Le but est de présenter, de façon concise et simple, chacun des ces enjeux et de faire le point de façon synthétique sur les programmes des deux candidats. Cette note ne vise qu'à donner au lecteur un premier aperçu. Ceux et celles qui souhaitent en savoir plus sur chaque enjeu pourront consulter les documents et les sites Web dont les hyperliens sont proposés au bas de chaque tableau.

La Chaire d'études politiques et économiques américaines (CÉPÉA; www.cepea.umontreal.ca) est affiliée au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM; www.cerium.umontreal.ca). La Chaire bénéficie de l'appui financier du ministère des Relations internationales du Québec (www.mri.gouv.qc.ca).

La série « Notes & Analyses » publie des notes de synthèse ou des analyses plus approfondies, en français ou en anglais, produites dans le cadre des activités de la CÉPÉA. Pour recevoir ces textes au moment de leur parution et des informations sur nos activités, inscrivez-vous à notre liste d'envoi en écrivant à : cepea@umontreal.ca.

La responsabilité éditoriale de la série est partagée par l'équipe de direction de la CÉPÉA : Pierre Martin (directeur), Michel Fortmann, Richard Nadeau et François Vaillancourt (directeurs de recherche). Le contenu des textes de cette série n'engage que leurs auteurs. © CÉPÉA 2004.

Malgré l'impression d'opposition que projettent les candidats et les médias sur les enjeux de cette campagne, les programmes des candidats sont, sur plusieurs points, assez similaires et même convergents. Dans l'ensemble, les objectifs des deux candidats sont les mêmes : assurer la prééminence militaire américaine et protéger le territoire et les intérêts américains de toute nouvelle attaque. Ce sont les moyens préconisés pour atteindre ces objectifs qui diffèrent.

Au sujet de la prolifération des armes de destruction massive, de la réforme des forces armées et du conflit israélo-palestinien, George Bush et John Kerry ont des avis similaires. Les deux candidats reconnaissent la menace de la prolifération des armes de destruction massive pour les États-Unis. En politique de défense, ils s'accordent sur l'importance de la restructuration des forces armées de façon à répondre aux nouvelles réalités stratégiques. Pour ce qui est du conflit israélo-palestinien, bien que Kerry reproche au président Bush de ne pas accorder assez d'importance au conflit israélo-palestinien, les deux candidats semblent adopter les mêmes orientations. Ils condamnent et veulent isoler Yasser Arafat et ils appuient tacitement les politiques du gouvernement israélien.

Pour ce qui est du terrorisme, du bouclier antimissile et des échanges économiques internationaux, les candidats s'entendent sur les objectifs mais divergent quant aux moyens envisagés pour les réaliser. Kerry reproche à Bush d'avoir détourné une importante partie des ressources de la lutte au terrorisme vers la guerre en Irak, ce qui nuit au succès de la guerre au terrorisme comme tend à le prouver l'incapacité des Américains et leurs alliés à mettre la main sur Ossama bin Laden.

Les deux candidats appuient le projet de bouclier antimissile, qui préoccupe beaucoup les canadiens, mais Kerry préconise un report du déploiement pour permettre d'améliorer le système et il amputerait son budget d'un tiers. La libéralisation des échanges économiques internationaux fait l'unanimité chez les deux candidats, mais Kerry prône une plus grande vigilance quant au respect des accords internationaux et la prise en compte des enjeux environnementaux pour de futurs accords.

Les enjeux sur lesquels les positions des candidats divergent considérablement sont : la sécurité intérieure, les institutions internationales, l'environnement et la guerre en Irak. Au sujet de la sécurité intérieure, Kerry ne prévoit pas renouveler le *Patriot Act*, qui à son avis, va à l'encontre des libertés individuelles. La sécurité du territoire serait plutôt confiée à la garde nationale. Bush prévoit reconduire le *Patriot Act* et confier la sécurité intérieure au *Department of Homeland Security*.

En ce qui concerne les institutions internationales, Kerry entend leur accorder une plus grande importance. De son côté, le bilan du premier mandat du président Bush est assez clair. Il a continuellement favorisé les politiques unilatérales au détriment de consensus internationaux. En matière d'environnement et de politiques énergétiques, les deux candidats s'entendent sur le sort qui doit être réservé au Protocole de Kyoto mais divergent considérablement sur les moyens à prendre pour assurer une plus grande indépendance énergétique pour les États-Unis.

1. Irak

Au-delà des raisons invoquées lors de l'invasion de l'Irak, ce qui importe dans cette élection est la façon dont les Américains vont percevoir l'état de leur sécurité nationale et l'évolution de ce conflit. Le Président Bush insistera, bien qu'on n'ait trouvé aucune arme de destruction massive en Irak, sur le fait que sa décision de partir en guerre était la bonne pour assurer la sécurité de l'Amérique et du monde. La stratégie de l'administration Bush a été clairement définie en relation avec ce qui constitue une menace de sécurité nationale, tel que présenté en septembre 2002.

Kerry, pour sa part continuera, d'affirmer que l'invasion a été une erreur de jugement de la part du président. En même temps, Kerry doit équilibrer avec soin sa condamnation de la guerre et le fait qu'il a voté au Sénat pour donner au président l'autorité d'entrer en guerre. Son approche consiste à questionner la motivation, le procédé et les résultats. « *Mr. Bush had failed to reach out to allies to promote a global effort to stop the spread of nuclear weapons and materials* » (New York Times, 13 juillet 2004). Il sous-entend ainsi que la guerre en Irak avait détourné les États-Unis d'autres menaces urgentes. Kerry s'oppose à la transformation de la politique extérieure du Président Bush, notamment à la croyance selon laquelle l'Amérique peut agir de façon unilatérale.

George W. Bush

- La guerre en Irak est un élément essentiel de la campagne globale contre le terrorisme.
- Les forces déployées en Irak demeureront les mêmes, à moins d'une demande spécifique de la part des généraux.
- Maintient sa volonté de tenir des élections en Irak en janvier 2005.

John F. Kerry

- Les États-Unis doivent améliorer leurs relations avec leurs alliés traditionnels.
- Internationaliser le mandat de sécurité en Irak.
- Accélérer le programme de formation des forces de sécurité irakiennes.
- Rediriger l'attention de l'Amérique vers la lutte contre le terrorisme.
- Travailler avec la communauté internationale pour combattre ce fléau.

Pour en savoir plus

Council on Foreign Relations
Brookings Institution
Site officiel de John Kerry
Site officiel de George Bush
Radio-Canada

Frontline : « The War Behind Closed Doors » et plusieurs autres documentaires sur la guerre

www.cfr.org/campaign2004/
www.brookings.edu/fp/research/projects/terrorism/
www.johnkerry.com/issues/national_security
www.georgewbush.com/Security/
www.radiocanada.ca/nouvelles/dossiers/irak/bourbi er/index.html
www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/programs/categories/1.html

2. Terrorisme

Les événements du 11 septembre 2001 ont fait du terrorisme un thème majeur de cette élection. Le peuple américain a été profondément marqué par les attentats. La stratégie de l'Administration américaine est de transformer la défense du territoire par la création du *Department of Homeland Defense*, la réorganisation du FBI et de la CIA, ainsi que par la modification et le renforcement des lois antiterroristes sur la base du *Patriot Act*. Néanmoins, rester sur l'offensive, en chassant les terroristes et leurs commanditaires, reste vital pour Bush. Évidemment, les événements du 11 septembre ont transformé la façon dont le président et le gouvernement perçoivent la sécurité ainsi que la façon de protéger les États-Unis. Le document qui exprime sans doute le mieux cette nouvelle perception est le National Security Strategy publié par la Maison-Blanche en 2002. Ce document explique comment l'administration Bush entend détruire la menace globale du terrorisme. La stratégie de Bush est de faire campagne selon cette doctrine, mettant sans cesse l'accent sur les « trois piliers » de sa stratégie : défendre, préserver et répandre la paix.

George W. Bush

- Contrer la prolifération des armes de destruction massive.
- Améliorer l'efficacité des services de renseignements.
- Transformer l'armée.
- Renforcer la sécurité nationale.
- Protéger l'Amérique en promouvant le progrès et la liberté à l'étranger.

John F. Kerry

- Renforcer l'armée.
- Empêcher les terroristes d'obtenir les armes convoitées grâce à un plan de sécurisation des matériels nucléaires à l'échelle mondiale.
- Couper les fonds aux terroristes.
- Mettre en place une stratégie afin de gagner la guerre idéologique et d'empêcher les terroristes de transmettre leurs idées néfastes.
- Faire la promotion de la démocratie et de la liberté au sein du monde musulman.
- Mettre tout en œuvre pour rebâtir les alliances fortes des États-Unis avec ses alliés.

Pour en savoir plus

Council on Foreign Relations
Brookings Institution
Site officiel de John Kerry
Site officiel de George Bush
Site général sur le terrorisme
Rand Corporation

www.cfr.org/campaign2004/
www.brookings.edu/fp/research/projects/terrorism/
www.johnkerry.com/issues/national_security/
www.georgewbush.com/Security/
www.terrorisme.net
www.rand.org/research_areas/terrorism/

3. Prolifération des armes de destruction massive

La prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologique est une source constante de préoccupation pour les États-Unis, surtout depuis le 11 septembre 2001. Actuellement, certains pays hostiles aux États-Unis, comme l'Iran et la Corée du Nord, possèdent un programme visant à développer de telles armes. Plusieurs moyens pour faire face à ce problème sont en place, ou font l'objet de propositions pour l'avenir. Certains traités internationaux comme le Traité de non-prolifération ont pour but précis de rallier la communauté internationale pour faire face au problème de la prolifération et des armes de destruction massive. Les États-Unis ont cependant décidé d'emprunter la voix de l'unilatéralisme pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive. Leur intervention en Irak et la rhétorique agressive employée face aux régimes dits « proliférateurs » témoignent d'une attitude plus agressive et d'une volonté de prévention devant cette menace. L'utilisation de la force militaire comme moyen de prévenir la prolifération soulève beaucoup d'opposition aux États-Unis, tant au niveau des citoyens qu'au niveau des élus.

George W. Bush

- Soutient que la prolifération et les armes de destruction massive sont les menaces les plus importantes pour les États-Unis.
- Soutient le programme Nunn-Lugar qui vise à fournir l'argent et l'assistance technique nécessaire pour sécuriser le matériel nucléaire russe.
- A contribué à la création du *Proliferation Security Initiative* qui regroupe plus de 60 pays et qui a comme objectif de restreindre la circulation de matériaux sensibles.

John F. Kerry

- Lors du premier débat télévisé, il a affirmé que la prolifération et les armes de destruction massive sont les menaces les plus importantes pour les États-Unis.
- Soutient le programme Nunn-Lugar, mais envisage la possibilité de l'étendre au-delà de la Russie.
- Prône la restriction de l'accès aux technologies nucléaire pour freiner la prolifération.
- Promet de se pencher sur les causes de ce phénomène.

Pour en savoir plus

Dossier du *Monde diplomatique*
Renseignements officiels sur le *Prolifération Security Initiative*
Site officiel de John Kerry
Site officiel de George Bush
Programme Nunn-Lugar
Rand Corporation : Dossier sur le bioterrorisme

www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/r1435
www.state.gov/t/np/c10390.htm

www.johnkerry.com/issues/national_security/weapons.html
www.georgewbush.com/agenda/Chapter.aspx?ID=4
<http://nunn-lugar.com/>
www.rand.org/hot_topics/bioterrorism.html

4. Sécurité intérieure

Pour la première fois depuis plus de cinquante ans, la sécurité intérieure est un enjeu important électoral pour les États-Unis. Les attentats du 11 septembre 2001 ont prouvé au monde entier que la sécurité du territoire américain était déficiente. Dès 2002, la protection du territoire américain est soumise à un examen approfondi. Cet examen touche plusieurs secteurs du gouvernement, notamment les agences de renseignement, les forces de l'ordre, les services d'urgence et les forces armées. Le manque de communication entre les nombreuses agences et la lenteur de la bureaucratie américaine sont les deux principaux problèmes visés par les différentes réformes envisagées.

Depuis 2001, plusieurs lois favorisant la sécurité du territoire américain ont été approuvées, par exemple : le *Patriot Act* (2001), le *Homeland Security Act* (2002), le *Aviation and Transportation Security Act* (2001) et le *Bio-terrorism Preparedness Act* (2001). Le but est de centraliser les ressources en matière de contrôle des frontières et les services d'urgence. Le débat entourant cet enjeu est caractérisé par l'opposition entre la primauté des libertés individuelles et la sécurité du territoire américain.

George W. Bush

- Appuie le *Patriot Act* qui implique une augmentation du pouvoir des autorités et la diminution des libertés individuelles dans le cadre d'enquêtes au liés au terrorisme.
- A créé, en 2002, le *Department of Homeland Security*, qui a pour mission de prévenir les attaques terroristes contre le territoire américain.
- La décision d'attaquer l'Afghanistan et l'Irak a été en partie prise au nom de la protection du territoire américain contre de nouvelles attaques.

John F. Kerry

- Ne désire pas renouveler le *Patriot Act* dans le but de protéger les libertés individuelles.
- Veut attribuer la responsabilité de la défense du territoire à la garde nationale et créer des programmes impliquant les citoyens dans l'éventualité d'une attaque.
- Planifie le *First Defenders Initiative* qui a pour but de s'assurer que les différents services d'urgence disposent de l'équipement et des moyens de communication nécessaires en cas d'attaque.

Pour en savoir plus

Department of Homeland Security
Commission sur les attaques du 11 septembre
Site officiel de John Kerry
Site officiel de George Bush
Dossier sur la sécurité intérieure américaine

Dossier sur la « Frontière intelligente » du ministère des Affaires étrangères du Canada

www.dhs.gov/dhspublic/
www.911commission.gov/
www.johnkerry.com/issues/homeland_security
www.georgewbush.com/Security/
www.vie-publique.fr/dossier_polpublic/securite_interieure/chronologie/chrono_vigipirate.shtml
www.dfait-maeci.gc.ca/can-am/menu-fr.asp?act=v&mid=1&cat=10&did=1669

5. Le bouclier antimissile

Depuis son arrivée au pouvoir, l'administration Bush poursuit son projet de mise en place d'un bouclier antimissile. Le débat entourant cet enjeu n'est pas de savoir si un tel projet est souhaitable. Il se situe plutôt sur le plan des ressources qui doivent y être consacrées et de la forme finale que prendra le système antimissile. L'image de protection du peuple américain qu'il projette rend cet enjeu à la fois important et délicat. Bien que les deux candidats soient favorables au déploiement d'un bouclier antimissile, leurs positions sur le sujet sont très différentes. Des pays comme le Japon et l'Australie ont déjà signifié leur appui au projet américain.

Le déploiement unilatéral d'un bouclier antimissile est un exemple du récent retour vers l'unilatéralisme des États-Unis face aux nouvelles menaces internationales. Le débat entourant cet enjeu est directement relié à vision des candidats au sujet du rôle des États-Unis sur la scène internationale. Les républicains sont plutôt favorables aux mesures unilatérales préventives tandis que les démocrates renouvellent leur appui aux efforts multilatéraux.

George W. Bush

- Supporte de déploiement d'un bouclier antimissile limité pour l'automne 2004.
- Prévoit consacrer dix milliards au bouclier antimissile en 2005.
- A retiré les États-Unis du traité ABM en 2001 pour se tourner vers de mesures unilatérales face aux nouvelles menaces internationales.

John F. Kerry

- Souhaite reporter le déploiement d'un bouclier antimissile dans le but de s'assurer que le système soit réellement efficace.
- Prévoit couper un tiers du budget alloué au bouclier antimissile pour 2005 et utiliser ces fonds pour augmenter le nombre de soldats actifs.
- Favorise les mesures multilatérales pour le contrôle des armements et pour faire face aux nouvelles menaces internationales.

Pour en savoir plus

Missile Defense Agency
Radio-Canada
Site officiel de John Kerry
Site officiel de George Bush
Center for Defense Information
Frontline: Missile Wars (documentaire en ligne)

www.acq.osd.mil/mda/mdalink/html/mdalink.html
www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/bouclier/
www.johnkerry.com/issues/national_security/
www.georgewbush.com/agenda/Chapter.aspx?ID=4
www.cdi.org
www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/missile/

6. Institutions internationales

En matière de politique étrangère, un des enjeux sur lequel les candidats divergent le plus tourne autour de la place que devraient accorder les États-Unis aux institutions internationales. L'approche du président Bush, au cours de son premier mandat, a été résolument unilatérale, et ce dans de nombreux dossier dont la Guerre en Irak, la Cour criminelle internationale et l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ainsi les désaccords les plus importants à ce sujet concernent la pertinence des Nations Unies et l'importance pour les États-Unis d'obtenir l'approbation du Conseil de sécurité avant d'employer la force militaire. En ce sens, les élections présidentielles 2004 peuvent être perçues comme un choix entre l'unilatéralisme et le multilatéralisme

Lors du premier débat télévisé, la question de l'importance que doivent accorder les États-Unis aux institutions internationales a été un des moments clés de la soirée. Kerry a mentionné que les États-Unis devaient passer un « test global », c'est-à-dire d'obtenir l'aval de la communauté internationale, avant de lancer des attaques préemptives. Cette remarque a été tournée en dérision par les Républicains qui affirment haut et fort qu'ils ne demanderont jamais de billet de permission pour défendre l'Amérique.

George W. Bush

- Contre la Cour pénale internationale qui pourrait, selon lui, poursuivre les militaires et citoyens américains pour des motifs purement politiques.
- Les États-Unis doivent agir dans leurs intérêts et ce quoi qu'en pense la communauté internationale.
- Les intérêts américains priment sur les approches multilatérales.

John F. Kerry

- Affirme avoir certaines réserves en ce qui concerne la Cour pénale internationale et étudiera le dossier plus en détail une fois élu.
- Critique de l'approche du président Bush qui a aliène inutilement les alliés des États-Unis par son approche unilatérale.
- Souhaite rétablir les alliances et une politique de sécurité collective.

Pour en savoir plus

American Bar Association
Council on Foreign Relations
Foreign Policy
Le Figaro
Foreign Policy in Focus
Cour pénale internationale

www.abanet.org/journal/ereport/s24prez.html
www.cfr.org/campaign2004/issue_brief.php?issue=15
www.foreignpolicy.com/story/files/story2164.php
www.lefigaro.fr/etatsunis2004/20040922.FIG0333.html
www.fpif.org/papers/0410fffp.html
www.icc-cpi.int

7. Restructuration des forces armées

Le débat sur la restructuration des forces armées américaines a été lancé le 16 avril 2004, lors d'un discours du président Bush à la convention annuelle des anciens combattants. Lors de son allocution, le président a annoncé qu'il entendait restructurer les forces armées au cours des dix prochaines années. La mesure principale de cette restructuration est le redéploiement d'un nombre important de militaires stationnés dans des bases à l'extérieur des États-Unis. Les bases les plus affectées par cette politique, situées en Allemagne et en Corée du Sud, sont mieux adaptées à la menace soviétique qu'au nouvel environnement stratégique post-guerre froide. Ce redéploiement est considéré comme essentiel à la modernisation des forces armées et pour s'assurer qu'elles seront mieux préparées pour répondre plus efficacement et rapidement aux nouvelles menaces à la sécurité américaine.

Dans leurs grandes lignes, les programmes des deux candidats sont similaires du moins en ce qui concerne les objectifs d'une restructuration des forces armées : mettre sur pied une force militaire plus efficace qui profite des avancées technologiques afin de conserver son rôle de leader capable de faire face à l'environnement stratégique du 21^e siècle et qui est mieux adaptée aux besoins des militaires et de leurs familles

George W. Bush

- Restructuration des forces armées afin d'assurer une meilleure utilisation des moyens existants. Cette restructuration passe par le redéploiement des troupes stationnées outre-mer. Le président a annoncé qu'il entendait rapatrier de 60 000 à 70 000 militaires et 100 000 membres de familles de militaires et employés civils.
- Accorder un meilleur soutien aux militaires et à leurs familles.

John F. Kerry

- Augmenter de 40 000, le nombre de militaires.
- Doubler le nombre de membres des Forces spéciales.
- Transformer la Garde nationale afin qu'elle soit en mesure de participer plus efficacement aux stratégies de sécurisation du territoire.
- Mise sur pied d'un « *Military Family Bill of Rights* », qui assurera aux militaires et à leurs familles de meilleures conditions de vie.

Pour en savoir plus

The Economist
Site officiel de John Kerry
Site officiel de George Bush
Département d'État américain (en français)
Institute of Defense and Strategic Studies
Rand Corporation: Force Structure

www.economist.com/agenda/displayStory.cfm?story_id=2743529
www.johnkerry.com/pressroom/speeches/spc_2004_0603.html
www.georgewbush.com/Agenda/Chapter.aspx?ID=4
<http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/f4081701.htm>
www.ntu.edu.sg/idss/Perspective/IDSS502004.pdf
www.rand.org/natsec_area/force.html

8. Israël/Palestine

Lors de sa première année au pouvoir, George Bush hésitait à s'engager dans le processus de paix au Moyen-Orient comme l'avait fait son prédécesseur. Le 11 septembre 2001 a provoqué un revirement de situation puisqu'en 2002, il est devenu le premier président américain à demander la création d'un État palestinien, ce qui impliquait la coexistence pacifique entre Israël et la Palestine. Pour progresser dans ce sens, en juin 2003, Bush a lancé la « feuille de route ». Cependant, le processus a été quasiment stoppé du fait des nombreux attentats suicides perpétrés et de la difficile question des colonies juives, s'ajoutant au refus du président américain et du premier ministre israélien de travailler en collaboration avec Yasser Arafat. Au cours de cette année d'élection aux États-Unis, Israël et la Palestine ont joué un rôle mineur si on les compare aux autres enjeux actuels.

George W. Bush

- Supporter dévoué d'Israël et d'Ariel Sharon.
- Considère la Feuille de route comme le seul moyen d'arriver à une paix durable.
- Voit la barrière de sécurité comme un outil de légitime défense face au terrorisme.
- Demande aux dirigeants palestiniens de mettre fin au terrorisme et de prendre les mesures nécessaires pour l'établissement d'un gouvernement démocratique et responsable.
- Demande à Israël le retrait immédiat des colons juifs des territoires occupés.

John F. Kerry

- Supporter dévoué d'Israël. Prévoit de nommer un ambassadeur pour le processus de paix, en liaison directe avec le président.
- Considère la Feuille de route comme une « étape acceptable ».
- Considère la barrière de sécurité comme un obstacle à la paix bien qu'il ait également déclaré qu'il s'agit pour Israël d'un outil de défense légitime.
- Ne considère pas Arafat comme un partenaire crédible pour la paix.

Pour en savoir plus

Council on Foreign Relations
Feuille de route pour la paix au Moyen-Orient
Site officiel de John Kerry
Site officiel de George Bush
Radio-Canada

American Israel Public Affairs Committee

www.cfr.org/campaign2004/
www.state.gov/r/pa/ei/rls/22520.htm
www.johnkerry.com/issues/national_security
www.georgewbush.com/Security/
www.radiocanada.ca/nouvelles/5sur5/shtml/dossiers/173.shtml
www.aipac.org

9. Environnement et politique énergétique

Le réchauffement de la planète et l'épuisement de ressources essentielles telles que l'eau ont contribué à faire de l'environnement un enjeu important de politique étrangère et de sécurité. Pourtant, la question de la signature du Protocole de Kyoto préoccupe peu le public américain. Aucun des deux candidats n'est favorable au protocole, considérant ses objectifs irréalistes et dommageables pour l'industrie américaine. Ce qui alarme les électeurs, c'est la flambée des prix du pétrole, qui approchent aujourd'hui les 55\$ US, une hausse de 80% par rapport à l'an dernier. Les États-Unis importent 61% de leur pétrole et ne possèdent que 3% des réserves mondiales, ce qui les rend vulnérables aux fluctuations du marché. Cette dépendance des États-Unis envers le pétrole étranger, particulièrement celui du Moyen-Orient, a obligé le gouvernement à militariser la chaîne d'approvisionnement en protégeant une bonne partie des puits du Moyen-Orient et les principales routes de navigation. Les deux candidats souhaitent diminuer cette dépendance américaine envers le pétrole étranger, ce qui les différencie sur les moyens qu'ils préconisent pour y arriver. Bush croit qu'il est primordial de creuser plus de puits sur le territoire américain, alors que Kerry favorise le développement de sources d'énergie alternatives.

George W. Bush

- Autoriser l'accès aux réserves de pétrole du *Arctic National Wildlife Refuge* en Alaska afin de diminuer la dépendance américaine au pétrole du Moyen-Orient.
- Réduction des émissions américaines de CO₂ de 18% d'ici à 2012.
- Programme de 1,2 milliards \$, en partenariat avec l'entreprise privée, pour le développement de carburant à hydrogène.
- Contre les accords commerciaux liés à des standards environnementaux.

John F. Kerry

- Soutenir les investissements pour le développement d'énergie propre et renouvelable.
- Faire des États-Unis un meneur dans le développement de stratégie pour lutter contre les changements climatiques afin de mettre en valeur la technologie et le savoir-faire américain dans ce domaine.
- Favorise la signature d'accords commerciaux incluant des normes environnementales sévères.
- Travailler, en collaboration avec la communauté internationale, sur les problèmes d'accès à l'eau potable à travers le monde.
- Diversifier les sources énergétiques.

Pour en savoir plus

On the Issues – Pétrole et énergie
Council on Foreign Relations
Site officiel de John Kerry
Site officiel de George Bush
Le Monde diplomatique
Les défis de la sécurité énergétique
Département d'État américain (français)

www.issues2000.org/Background_Energy + Oil.htm
www.cfr.org/campaign2004/issue_brief.php?issue=04
www.johnkerry.com/pressroom/releases/pr_2004_1011b.html
www.georgewbush.com/Environment/
<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/SARKIS/11335>
<http://usinfo.state.gov/journals/ites/0504/ijef/ijef0504.pdf>

10. Échanges économiques internationaux

Les échanges économiques internationaux regroupent de façon générale les tarifs douaniers, les accords commerciaux bilatéraux et les accords multilatéraux comme l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Depuis 1994, les États-Unis font partie de l'ALÉNA, qui prévoit le libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Les disputes internationales avec le Canada au sujet du bois d'œuvre et avec l'Europe au sujet de l'acier ont retenu l'attention au cours des dernières années. L'actuelle ronde de négociations à l'OMC (*Doha Round*) implique certaines concessions en matière d'agriculture et de textiles vis-à-vis les pays en voie de développement. Autant les républicains que les démocrates y sont opposés car ils y voient une menace pour les industries américaines.

L'ouverture des marchés préconisée par l'administration Bush est présentement pointée du doigt pour expliquer l'importante diminution des emplois dans le secteur manufacturier. L'économie américaine dépend de plus en plus de la production manufacturière des pays comme l'Inde et la Chine. En raison des coûts élevés reliés au respect de l'environnement dans le secteur de la production de biens matériels aux États-Unis, John Kerry soutient que les futurs accords économiques internationaux devraient inclure des clauses sur les droits des travailleurs et sur l'environnement. De cette façon, la main-d'œuvre américaine sera plus compétitive face à la main-d'œuvre étrangère. La valeur de la devise américaine est aussi un sujet que préoccupe de plus en plus les dirigeants américains.

George W. Bush

- Supporte les accords de libre-échange pour tous les pays. Souhaite la création d'une zone de libre-échange américaine qui couvrirait toutes les Amériques.
- Malgré son opposition aux barrières tarifaires, il a imposé de lourds tarifs sur l'acier à la demande de cette l'industrie.
- A signé des accords économiques avec le Chili et Singapour et a proposé une loi qui donne des tarifs préférentiels aux nations andéennes de l'Amérique du Sud.
- Souhaite utiliser le « *fast track* » pour les négociations économiques.

John F. Kerry

- Supporte le libre échange mais souhaite une révision de tous les accords pour s'assurer que tous les partenaires des États-Unis respectent leurs engagements.
- Préconise plus de clauses concernant l'environnement et la main-d'œuvre dans les accords de libre-échange.
- Désir mettre en œuvre des moyens pour conserver les emplois aux États-Unis comme par exemple des exemptions de taxe pour les entreprises américaines.
- Préconise une réforme de l'ALENA.

Pour en savoir plus

Institute for International Economics
Site officiel de l'ALENA
Site officiel de John Kerry
Site officiel de George Bush
Site officiel de l'OMC

www.iie.com/research/useconpolicy.htm
www.nafta-sec-alena.org/DefaultSite/index.html
www.johnkerry.com/issues/economy/trade.html
www.georgewbush.com/agenda/Chapter.aspx?ID=1
www.wto.org/

Notes & Analyses sur les États-Unis

Cette série est publiée par la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal (www.cepea.umontreal.ca). Elle présente des notes de synthèse et des analyses plus approfondies sur des enjeux contemporains touchant la politique et l'économie aux États-Unis.

Déjà parus :

3. Daniel Brisson, Alexandre Carette et Pasquale Salvaggio, *Élections présidentielles américaines. Comment se distinguent les candidats sur les principaux enjeux de politique étrangère ?* (Note), Octobre 2004.
2. Linda Lee, [Les politiques d'achat chez nous à l'américaine : le retour en force des lois « Buy American » aux États-Unis](#) (Note), Septembre 2004.
1. Linda Lee, [Délocalisation outre frontière de l'emploi : le point sur l'activité législative aux États-Unis](#) (Note), juin 2004.